

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 20/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SDPS

Le Rasnay
72220 Saint-Gervais-en-Belin

Références : 2023-387
Code AIOT : 0006301612

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement SDPS implanté Le Rasnay 72220 Saint-Gervais-en-Belin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDPS
- Le Rasnay 72220 Saint-Gervais-en-Belin
- Code AIOT : 0006301612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SDPS exploite un stockage de carburants, au moyen de 5 réservoirs cylindriques aériens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Application du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) aux réservoirs, assises et rétentions
- Suites de l'inspection PM2I – tuyauteries du 29/09/22

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Méthodologie générale PM2I	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8-Annexe I point 3	/	Sans objet
2	Dossiers de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	/	Sans objet
3	Visites de routines des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2	/	Sans objet
4	Visites externes détaillées des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3	/	Sans objet
5	Visites hors exploitations détaillées des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4	/	Sans objet
6	Suivi des assises des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
7	Suivi des cuvettes des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
8	Etude sésime	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	/	Sans objet
9	Tuyauteries PM2I – Suite inspection du 29/09/22	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des réservoirs, assises et cuvettes de rétention au titre du plan de modernisation des installation (arrêtés ministériels du 3 et 4 octobre 2010) est satisfaisant.

Les principales remarques de la dernière inspection sur le suivi des tuyauteries relevant du plan de modernisation ont été prises en compte.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8-Annexe I point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation PM2I Bacs, assises, cuvettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et - pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. <p>Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'une procédure « Plan de modernisation des installations industrielles » révision 1, d'avril 2023 qui décline l'application des arrêtés ministériels des 3 et 4/10/10. Bien que non encore validée de manière officielle, elle est appliquée depuis le début de l'année 2023.</p> <p>Cette procédure définit les responsabilités des différents acteurs ainsi que pour les bacs, assises et cuvettes de rétention notamment, le contenu des fiches techniques de chaque équipement (sous le logiciel de GMAO), les modalités et fréquences des inspections, le renseignement du plan d'action (sous le logiciel de GMAO). Cette procédure fait référence aux guides applicables DT 92 pour les cuvettes et assises et DT 94 pour les réservoirs. Pour ces derniers le code CODRES constitue également une référence pour les inspections externes détaillées et hors exploitation.</p> <p>Les bacs de stockage de liquide inflammable du dépôt, leurs assises, ainsi que les cuvettes associées ont bien été recensés au titre du PM2I.</p> <p>La mise à jour de la procédure tient compte des observations émises suite à l'inspection du 22/03/22 sur le dépôt du Mans (cf. rapport du 19/04/22) :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les dates d'inspection hors exploitation des bacs dans le programme d'inspection sont calées sur la validité du barème (10 ans), les dates d'inspections détaillées en exploitation sont déterminées selon la date de fin de validité du barème mois 5 ans. Ces dispositions permettent de tenir compte de la durée d'arrêt effectif d'exploitation des bacs intégrant la durée des travaux suite aux visites hors exploitation. -Pour les massifs et cuvettes de rétention, l'application du guide réglementaire DT 92 a été déclinée : fréquence de visite, classement des désordres et des ouvrages, délais des opérations correctives <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dossiers de suivi des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection des bacs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : <ul style="list-style-type: none">- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;- volume du réservoir ;- matériaux de construction, y compris des fondations ;- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;- dates, types d'inspection et résultats ;- réparations éventuelles et codes utilisés. Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les bacs n°2 et n°5 ont été examinés. Les « fiches techniques » qui constituent les états initiaux des réservoirs contiennent les principaux éléments requis. Les « fiches de vie » extraites du logiciel de GMAO de l'exploitant, répertorient les interventions réalisées sur les réservoirs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Visites de routines des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection des bacs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.
Constats : Les visites de routine sont effectuées à un rythme annuel par le chargé de maintenance de Raffinerie du Midi. Les compte-rendus des visites 2023 des bacs n°2 et n°5 ont été consultés. Les points de contrôles des visites correspondent globalement à ceux proposés par la fiche de visite en annexe 4 du guide DT 94. Pour le bac B2, les constats n'appellent pas d'action particulière. Pour le bac B5, des actions correctives (traitement corrosion notamment) sont planifiées sous forme de « bon de travail » dans le logiciel de GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Visites externes détaillées des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection des bacs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ; -une inspection visuelle de l'assise ; -une inspection de la soudure entre la robe et le fond ; -un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; -une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; -l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ; -des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. <p>Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>Constats : L'examen a porté sur les bacs n°2 et n°5. La fréquence d'inspection est respectée.</p> <p>Bac n°2 : le rapport de la dernière inspection externe détaillée (rapport du 16/11/2017) a été examiné. Le contenu du rapport correspond à l'attendu. Concernant la virole n°1 (pied de bac), il conclut que les mesures d'épaisseur (corrosion localisée) ne permettent pas, selon le CODRES, l'exploitation du bac au-delà d'une hauteur de 12,432 m, contre 15,88 m avant, et indique qu'une étude particulière doit être menée pour démontrer que le bac peut être exploité à son niveau nominal jusqu'à la prochaine inspection hors exploitation (2022). Cette étude (méthode des éléments finis) a été produite le 07/02/2018, et conclut à un maintien en service possible jusqu'en 2022 en considérant l'hypothèse majorante d'une corrosion généralisée. Dans l'intervalle de la réalisation de cette étude, l'exploitant a indiqué avoir modifié le niveau d'exploitation du bac (vu : note de calcul des niveaux haut et très haut).</p> <p>A noter que le rapport de l'inspection interne de 2022 (cf point de contrôle suivant) ne conclut pas à une non-conformité au CODRES malgré des mesures d'épaisseur plus faible sur la virole n°1 et l'emploi d'une formule pour déterminer l'épaisseur minimale acceptable identique. L'inspection estime que les conclusions du rapport 2022 sont justes et que celles du rapport de 2017 paraissent être erronées (l'épaisseur minimale admissible est très proche de l'épaisseur d'origine).</p> <p>Par ailleurs le rapport préconise de supprimer le risque d'infiltration des eaux entre la dépassée externe et la fondation du bac. Ce point a été traité par mise en place d'un joint (vu lors de l'inspection).</p> <p>Bac n°5 : le rapport de la dernière inspection externe détaillée (rapport du 16/11/2017) a été examiné. Il conclut à un état non acceptable de la virole n°6 suite aux mesures d'épaisseur, nécessitant de limiter l'exploitation du bac à 18,55 m contre 18,779 m (niveau très haut). L'exploitant a pris en compte ce constat en modifiant les niveaux haut et très haut du bac.</p> <p>A noter que le rapport de l'inspection interne de 2022 (cf point de contrôle suivant) ne conclut pas à une non-conformité au CODRES malgré l'emploi d'une formule pour déterminer l'épaisseur minimale acceptable identique et même si les mesures d'épaisseur minimum sont légèrement supérieures. L'inspection estime que les conclusions du rapport 2022 sont justes et que celles du rapport de 2017 paraissent être erronées (notamment la « contrainte admissible » est erronée et majore le calcul de l'épaisseur minimum admissible)</p>

Le rapport émet des recommandations (reprise peinture, reprise de soudures notamment) sur les accessoires de robe, la robe, le toit ainsi que sur les accès au bac. Elles ont été prises en compte selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Visites hors exploitations détaillées des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection des bacs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ; -une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ; -des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ; -le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ; -des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. <p>Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p>
<p>Constats : L'examen a porté sur les bacs n°2 et n°5.</p> <p>La fréquence d'inspection est respectée.</p> <p>Le contenu des rapports correspond à ce qui est attendu d'une inspection hors exploitation détaillée.</p> <p>Pour le bac n°2 :</p> <p>Le rapport d'inspection 2022 (intervention du 31/01 au 01/02/2022) a été examiné.</p> <p>Les travaux préconisés lors de l'inspection et notamment ceux présentant le plus d'enjeu ont été réalisés (vu le rapport de fin de travaux daté du 06/09/2022). Les travaux résiduels (reprises peintures notamment) ont été planifiés (vu « bon de travail » sur GMAO).</p> <p>Pour le bac n°5 :</p> <p>Le rapport d'inspection 2022 (intervention du 04/05/2022 au 05/05/2022) a été examiné.</p> <p>Les principaux travaux préconisés lors de l'inspection ont été réalisés (vu le rapport de fin de travaux daté du 06/09/2022). Les travaux résiduels (reprises peintures notamment) ont été planifiés (vu « bon de travail » sur GMAO).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection des assises des bacs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ;[...] <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention : — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; — le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012. <p>S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; — le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013. <p>Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p>
<p>Constats : Le suivi des assises des bacs n°1 et n°4 a été examiné.</p> <p>Les états initiaux sont constitués d'une « fiche technique » dont le contenu correspond globalement à ce que prévoit le guide applicable DT92. Certaines informations historiques ne sont toutefois pas disponibles (plans de construction et notes de calcul notamment).</p> <p>Les massifs des réservoirs n°1 et n°4 sont classés en catégorie II, comme prévu par le DT 92 s'agissant de réservoirs de liquides inflammables. Une visite de surveillance annuelle est donc nécessaire pour chaque bac. Ces visites sont programmées dans le logiciel de GMAO du site.</p> <p>Les compte-rendus des visites (sur logiciel GMAO) de 2023 ont été examinées. Ils sont cohérents avec les fiches de surveillance prévues par le guide DT 92. En particulier les défauts relevés sont photographiés, catégorisés et les ouvrages sont classés en fonction de l'importance des défauts. Les opérations correctives sont planifiées dans la GMAO selon des délais prévus par le guide DT92. Pour les deux assises examinées, les ouvrages sont de classe 2 et nécessitent des reprises de fissures sous 5 ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection des cuvettes des bacs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : [...]</p> <p>— les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ [...]</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention : — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; — le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012.</p> <p>S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides : — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; — le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p>
<p>Constats : L'examen a porté sur les 2 cuvettes de rétention A et B du site.</p> <p>Les éléments d'état initial sont reportés au sein d'une « fiche technique » dont le contenu correspond globalement à ce que prévoit le guide applicable DT92.</p> <p>Les 2 cuvettes sont classées en catégorie II, comme prévu par le DT 92 s'agissant de cuvettes de réservoirs de liquides inflammables. En cohérence avec ce classement, le programme de surveillance prévoit une visite de surveillance annuelle pour chacune des cuvettes.</p> <p>Les compte-rendus des visites (sur logiciel GMAO) de janvier 2023 ont été examinées. Ils sont cohérents avec les fiches de surveillance prévues par le guide DT 92. En particulier les défauts relevés sont photographiés, reportés sur un schéma, catégorisés et les ouvrages sont classés en fonction de l'importance des défauts. Les opérations correctives sont planifiées dans la GMAO selon des délais prévus par le guide DT92.</p> <p>Pour les deux cuvettes examinées, les ouvrages sont de classe 2 et nécessitent des reprises de fissures et de joints sous 5 ans maximum.</p> <p>A noter que suite à la visite de terrain, une dégradation de béton au niveau d'un joint de la cuvette B, à proximité de la tuyauterie d'entrée du bac n°5, a été requalifiée en classe D3 (reprise à faire sous 1 an maximum). Pour les autres désordres, les constats sur site sont en phase avec les désordres précédemment répertoriés (joints dégradés notamment).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Séisme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> -aux installations existantes seuil haut situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E ; -aux installations nouvelles seuil haut ; -aux installations existantes seuil bas situées en zone de sismicité 4 ou 5 ; -aux installations nouvelles seuil bas situées en zone de sismicité 3,4,5, ou en zone de sismicité 2 avec une classe de sol D ou E. <p>Toutefois, il ne s'applique pas à ces installations lorsqu'une étude locale prévue à l'article 14-2 a conduit à des accélérations inférieures à celles correspondant pour une classe de sol donnée, aux zones les plus faibles indiquées aux alinéas précédents. Pour ces installations, le préfet prend acte de l'étude locale prévue à l'article 14-2 remise par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-l-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-l-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ; -présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ; -présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique. <p>Cette étude peut être réalisée à partir des guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Constats : Par courrier préfectoral du 01/12/20 faisant suite au dernier réexamen quinquennal de l'étude de dangers du site, il a été précisé à l'exploitant que les résultats de la dernière étude séisme du 26/11/13, qui prévoyait que les niveaux d'exploitation des bacs B3 et B4 soient limités, restent valables dans l'attente des éléments justifiant du respect des dispositions de l'arrêté du 04/10/10 (application de la méthodologie du guide DT 106 notamment).</p> <p>L'exploitant n'a pas remis d'étude séisme et les niveaux d'exploitation normaux des bacs ont été restaurés. Toutefois, postérieurement à l'inspection, il a transmis le 16/06/23 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une étude d'octobre 2013 portant sur le diagnostic sismique des réservoirs. Cette étude indique une classe de sol C sur la base des éléments géotechniques disponibles. - une étude géotechnique d'août 2019 préalable à la construction d'un réservoir d'eau incendie. L'étude mentionne une classe de sol B sur la base des investigations au droit de la zone d'implantation. - un courrier du 02/06/16 demandant au préfet de pouvoir ré-exploiter les bacs B3 et B4 à leur niveau normal sur la base des dispositions du guide DT 106, les liquides inflammables stockés étant de point éclair supérieur à 55°C et étant maintenus à une température inférieure (pas de considération d'un incendie suite à rupture d'un bac dûe au séisme). <p>=> Le site étant en zone de sismicité faible (niveau 2) et compte tenu des éléments transmis, l'exploitant est dispensé d'étude séisme telle que prévue par l'article 12 de l'AM du 04/10/10.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Tuyauteries PM2I – Suite inspection du 29/09/22

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et 8
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I - tuyauteries
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013. Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p> <p>L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement. Ces guides définissent :- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;- les règles de réalisation de l'état initial ;- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision. Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :- l'état initial de l'équipement ;- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;- les interventions éventuellement menées. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.</p>
<p>Constats : Demandes et nouveaux constats suite à l'inspection du 28/09/22 (point de contrôle n°2) :</p> <p>II) Etat initial des tuyauteries :</p> <p>2022 => L'exploitant doit remédier à cette absence d'état initial des tuyauteries. En cas d'informations non disponibles des actions complémentaires (mesures d'épaisseurs, détermination des types de matériaux utilisés, etc..) doivent être menées.</p> <p>L'exploitant a fait réalisé fin 2022 des mesures d'épaisseurs des tuyauteries du site. Le rapport daté du 19/01/23 répertorie les tuyauteries du site, les localise sur plan, précise les fluides véhiculés ainsi que leur diamètre. Les points singuliers sont également précisés pour chacune.</p> <p>=> Il est considéré que les éléments contenus dans le rapport permettent de répondre à l'obligation de disposer d'un état initial des tuyauteries.</p>

III) Plan d'inspection

2022 => Les plans d'inspection doivent être établis selon les modalités prévues par le guide DT 96 et formalisés. Les points singuliers doivent faire l'objet d'une attention particulière et notamment de CND appropriés permettant d'évaluer les épaisseurs des tuyauteries, et surtout leur évolution dans le temps. Il est rappelé que le plan de surveillance doit être élaboré par un inspecteur au sens du DT 96.

Les mesures ont été réalisées par une société spécialisée. Selon le rapport du 19/01/23, le plan d'inspection pour les mesures d'épaisseur par ultra son est le suivant : "Des mesures d'épaisseur ont été effectuées à raison d'un point tous les dix mètres sur les sections de droites ainsi que sur les coudes, les purges, et autres points singuliers. Ces mesures ont été réalisées à raison de quatre points en sens horaires (0° ; 90° ; 180° ; 270°)." Les points sont géolocalisés et visualisables sur un SIG.

=> Le plan d'inspection n'est pas formellement justifié au regard des modes de dégradation possibles ou le choix des zones représentatives. Toutefois, les points de mesures sélectionnés apparaissent globalement judicieux, notamment pour les points singuliers (passage de mur, purge, support, etc..) pour prendre en compte les phénomènes de corrosion atmosphérique et de corrosion par couplage galvanique. L'inspection recommande toutefois que soient réalisées des mesures d'épaisseurs au niveau des points de contacts entre support et tuyauteries, par exemple à l'occasion de la dépose de certains supports que le rapport du 19/01/23 préconise de modifier.

IV) Contrôles et suites

2022 => L'exploitant doit améliorer le format des compte-rendus de visite PM2I. Le défaut de peinture au niveau de la tuyauterie du bac B1 doit être traité pour stopper l'évolution de la corrosion et son importance doit être évaluée (CND notamment) afin de prendre si nécessaire les mesures ad hoc.

Dans son courrier du 16/05/23, l'exploitant indique que la fiche de contrôle a été actualisée en 2023 et correspond désormais au guide DT96. Le rapport du 19/01/23 statue bien par ailleurs sur le maintien en service des tuyauteries et préconise un certain nombre d'actions correctives que l'exploitant a planifié.

Il a par ailleurs été constaté que le défaut de peinture précédemment relevé a été corrigé.

=> L'exploitant est invité à s'assurer de la cohérence documentaire entre les informations contenues dans le rapport du 19/01/23 et sa GMAO (suivi des inspections, mesures et interventions par tuyauteries ou zones de tuyauterie).

2022 => L'exploitant doit prévoir, au sein de ses procédures PM2I, des critères permettant de définir un temps de réaction approprié par rapport aux désordres constatés.

Des critères issues de catalogues internes de désordres sont définis en annexe de la procédure PM2I de l'exploitant avec 4 niveaux, avec des actions et délais associées. Le rapport du 19/01/23 prévoit en outre que l'aptitude au service soit déterminée à partir d'une épaisseur minimum calculée selon la norme EN 13480-3 (tuyauteries industrielles métalliques).

=> Ce dernier critère mérite d'être intégré explicitement dans la procédure de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet